

Pierre Herbart, « pseudo » Le Vigan, à Rennes, été 44

par

MAURICE DELARUE

Peu courageux de nature, je me réfugiais dans l'humour [...]. J'avais une frousse intense.

Pierre Herbart, *La Ligne de force* ¹.

Le Vigan arriva à Rennes dans la deuxième quinzaine de mai 1944. Il était envoyé de Paris par le Comité directeur du *Mouvement de Libération Nationale* (MLN) pour succéder à Maurice Prestaut, dit Patro, comme délégué général régional de l'organisation clandestine et de sa branche localement la mieux implantée, *Défense de la France* (DF) ².

À la suite de la trahison d'un agent de liaison, Claude Jussieu, les principaux responsables du Mouvement en Bretagne, Patro, son adjoint pour l'Ille-et-Vilaine Pierre Héger dit Le Gall, et tout un groupe de résistants rennais étaient tombés au début de mai aux mains de la Gestapo. Patro, ancien officier de marine qui avait tué un Allemand et en avait blessé un autre lors de son arrestation, sera fusillé le 9 juin, juste après avoir appris le débarquement allié en Normandie ; Héger s'évadera en août du train qui l'emmenait en Allemagne. Plusieurs autres ne reviendront jamais.

La Résistance non communiste bretonne se trouvait décapitée à la veille de journées dont personne ne doutait qu'elles seraient décisives.

1. Gallimard, 1958. Dans ce livre de souvenirs, Pierre Herbart fait de son épisode rennais un récit très elliptique mais exact à quelques détails insignifiants près.

2. Les mouvements de résistance se formèrent spontanément et en ordre dispersé. De Gaulle s'efforça de les réunir et de les fédérer sous son autorité, tâche à laquelle s'employa Jean Moulin. Le MLN, groupant la quasi-totalité des mouvements, à l'exception de ceux d'obédience communiste, fut formellement constitué en décembre 1943.

Pour ma part, rattaché directement à Héger, ami de vieille date qui m'avait introduit dans *Défense de la France*, et à Patro, j'étais tombé du jour au lendemain dans un brouillard opaque, ne disposant que de contacts épisodiques, personne à qui me fier ou plutôt que je connusse vraiment. C'est cependant un de ces « contacts », une jeune fille sachant mes relations avec Héger³, qui me « repêcha », comme on disait, et m'annonça l'arrivée prochaine d'un nouveau « chef », un certain Le Vigan, dont nul à Rennes n'avait entendu parler. Rendez-vous me fut fixé dès son arrivée, près de la gare.

Au jour et à l'heure dits, je vis approcher un homme svelte, de bonne taille, au pas à la fois vif et ondoyant, le front dégarni, avec, comment dire ? un sourire aigu dans le regard. Je lui donnais la quarantaine. Ce qui en lui me frappa le plus, c'était une élégance décontractée, une désinvolture que le provincial que j'étais jugea en lui-même très « parisienne » — trop, peut-être... Il portait un costume de bonne coupe et d'une qualité de tissus étonnante pour l'époque, et un nœud papillon que je lui vis toujours par la suite et qui attirait l'œil comme un dangereux signe distinctif.

Nous n'échangeâmes que quelques mots, pour fixer un autre rendez-vous. Il s'exprimait en phrases courtes et nettes, ainsi que, je m'en rendis compte plus tard, il écrivait. Il interrompait son propos de brefs silences accompagnés de coups d'œil interrogateurs où brillait un brin d'ironie, comme pour obliger son interlocuteur à répondre lui aussi sans mots superflus.

Lors de notre deuxième rencontre, il me demanda de continuer à faire ce dont Héger et Patro m'avaient chargé : ce que nous appelions de la « prospection » pour éviter l'affreux mot de recrutement. Il s'agissait de savoir sur qui nous pourrions compter le moment venu et de diriger les volontaires vers des maquis parfois encore à l'état d'ébauche. Il me demanda aussi de le seconder pour des besognes quotidiennes, et proposa également à Bob, qui était, je crois, le plus jeune d'entre nous, de lui rendre les mêmes services.

En Bretagne, Le Vigan débarquait en terre inconnue. Il fit tout de suite confiance à ceux qui l'accueillaient, des jeunes gens d'une vingtaine d'années pour la plupart, qui se remettaient à peine des coups durs qu'ils venaient d'encaisser.

Le plus urgent était de reconstituer le réseau. J'ai dit que le MLN était décapité, et le mot est juste ; mais pour l'apprécier, il faut imaginer ce que fut la Résistance. Ce n'était pas — les maquis mis à part qui avaient

3. Ils se marièrent après la guerre.

d'ailleurs leur autonomie — une machine hiérarchisée, commandée d'en haut, fonctionnant militairement. Elle était essentiellement l'émanation de ce que Jacques Debu-Bridel a appelé « la nébuleuse du dévouement », des groupes souvent spontanés, fondés sur l'amitié et la camaraderie plus que sur une structure. La Résistance organisée était, dit-on, numériquement faible, c'est vrai ; mais, dans cette partie de la France du moins et à cette époque, à la veille d'un débarquement de plus en plus impatientement espéré, elle pouvait compter sur la complicité passive, et le plus souvent active, de l'immense majorité de la population. Elle était, comme Mao dira d'une autre Résistance « comme un poisson dans l'eau ». Présenter les Français de ce temps, comme c'est aujourd'hui la mode, comme un ramassis d'attentistes, de lâches et de dénonciateurs est une pure et simple calomnie. Il y avait bien quelques « collabos », mais ils étaient pour la plupart connus, repérés, et la peur était dans leur camp plus que dans celui d'en face. Décapité, le réseau du MLN n'était pas mort pour autant, dès lors que les captifs, après la trahison initiale, n'avaient pas parlé. Il fallait d'abord rétablir les contacts, renouer les fils.

Le Vigan ne me cacha pas que son objectif principal était politique : se plaçant dans l'hypothèse d'un débarquement proche — perspective obsessionnelle chez tous les Français — et réussi — mais au prix de quelles destructions ? — nous devions, ni trop tôt, ni trop tard, mais pas nécessairement sur ordre, nous emparer des édifices publics pour les remettre aux autorités nommées par de Gaulle.

L'insistance que Le Vigan mit à me poser ce problème me stupéfia et me choqua, pour ne pas dire plus. Ce qu'il plaçait en première ligne de ses préoccupations me paraissait secondaire.

Il n'y avait jamais eu beaucoup de « pétinistes » ou supposés tels en Bretagne — guère plus que de collaborateurs patentés. En mai 44, ils étaient moins nombreux que jamais. Et tout le reste de la population se considérait, avec des arrière-pensées certes plus nuancées, comme « gaulliste ». Nul ne doutait, en tout cas, qu'une fois les Allemands boutés hors de France, de Gaulle s'imposerait de lui-même, sans difficultés. Bien sûr, les tiraillements entre de Gaulle et les Américains n'étaient pas ignorés (la BBC, très écoutée, ne les dissimulait pas) ; mais ils paraissaient si absurdes que personne ne les prenait au sérieux. Quand Le Vigan me dit qu'il nous faudrait mettre les Américains devant le fait accompli, je tombai des nues.

Je fus moins étonné mais non moins choqué quand il ajouta sans ambages que nous devrions rester « vigilants » à l'égard des communistes — « Vigilance, vigilance ! », il retourna contre eux un de leurs mots d'ordre favoris avec un rire narquois — et les prendre à tout prix de vitesse.

Comme partout en France et en Europe, les deux Résistances, communiste (le *Front national*⁴) et non communiste (le MLN), co-existaient dans la méfiance, mais en Haute-Bretagne du moins, leur rivalité ne prit jamais un tour dramatique.

Nous eûmes à ce propos une discussion qui faillit tourner à l'aigre. Comme je protestai quand Le Vigan me parla du « dictateur Staline », il rétorqua :

« On voit bien que vous ne les connaissez pas comme je les connais. Moi, cher ami, je suis allé à Moscou. »

Et comme je ne répondais pas, après un bref silence il ajouta :

« C'est moi qui ai fait visiter l'URSS à Gide. »

J'ouvrais des yeux ronds.

« Eh bien, ajouta-t-il, puisque vous avez de la sympathie pour eux, vous allez m'en faire profiter. Mettez-moi donc en rapport avec le Front National. »

De la sympathie, c'était trop dire, mais oui, j'avais un contact avec le Front National. J'arrangeai le rendez vous souhaité, dans la campagne d'Antrain. Je n'eus plus à m'occuper des relations entre le MLN et le FN, mais tout se passa comme si un modus vivendi entre les deux mouvements avait été établi et respecté.

Comme la grande majorité des garçons de ma génération (vingt ans en 39), je me considérais comme « de gauche » et le Front Populaire à ses débuts m'avait enthousiasmé. L'URSS m'intriguait et m'intéressait, mais la révérence, le conformisme délirant dont les communistes encensaient tout ce qui se faisait et disait à Moscou me donnèrent vite la nausée. Gide avait fait le reste. Son *Retour de l'URSS*, qui avait eu un immense retentissement en dépit ou plutôt à cause de sa modération, m'aurait décillé si nécessaire, l'inepte indignation du PC dès sa publication puis les *Retouches* (le mot est important) qu'elle suscita de la part de Gide en 1937 m'avaient définitivement vacciné contre le communisme bien avant le Pacte germano-soviétique. Il reste qu'en mai 1944 l'URSS et les communistes, français et autres, étaient nos alliés « objectifs », des alliés actifs, courageux, indispensables. Après la guerre, il faudra reprendre des distances... Cet état d'esprit était très répandu.

Mais Le Vigan m'en avait trop dit. Le *Retour* et les *Retouches* m'avaient entraîné dans la lecture de Gide bien au delà de l'URSS. Je m'étais plongé au petit bonheur dans ses écrits ; j'avais fait des économies pour m'offrir son *Journal* dès sa publication dans « La Pléiade » et

4. Un *Front National* sans aucun rapport, faut-il le préciser ? avec celui de M. Jean-Marie Le Pen.

même, allez donc savoir pourquoi sinon parce que Gide l'avait préfacé, *Le Chancre du Niger*, pamphlet anticolonialiste d'un certain Herbart.

Dès que j'eus quitté Le Vigan, je me replongeai dans ma bibliothèque gidienne et le lendemain je lui dis :

« Mieux vaut que je ne vous le cache pas : je sais qui vous êtes. Je sais aussi qui est votre femme. Avec Gide en URSS, il n'y avait que Dabit, qui est mort ; Louis Guilloux, qui est de Saint-Brieuc et si vous étiez briochin, je m'en serais aperçu (*DF* était bien implanté à Saint-Brieuc ⁵) et vous ne seriez pas arrivé de Paris ; comme vous n'avez rien de Hollandais, je ne crois pas que vous soyez Jef Last ; j'ai lu aussi quelque part, pur hasard, que "le juif Schiffrin" était à New-York. Parmi les compagnons de Gide, vous ne pouvez être que Pierre Herbart. »

Comme j'enchaînais en lui parlant du *Chancre du Niger*, il détourna la conversation.

N'ayant pas été chargé de le « réceptionner », pour employer notre jargon, ni de l'héberger, je ne connaissais pas sa « planque », mais quelques jours plus tard, il me dit :

« Pourriez vous me trouver un autre appartement ? J'ai un piano dans ma chambre. J'ai l'impression de coucher au bordel. C'est insupportable. »

« Alors, répondis-je, je sais où vous habitez : Boulevard de La Tour d'Auvergne. »

Et je précisai le numéro. J'avais visité cet appartement que son propriétaire mettait à la disposition de la Résistance et ce piano insolite ne m'avait pas échappé.

Le Vigan fut, cette fois, franchement agacé. « Eh bien, dit-il, vous vous chargez de la police ! » Tâche qu'il me confia en effet.

Ces quelques dérapages ne doivent cependant pas donner de Le Vigan-Herbart une idée fausse. Il me parut toujours, au contraire, remarquablement prudent alors qu'il était si facile de ne pas l'être et que la prudence, je le sus plus tard, n'était pas dans sa nature. Il était soucieux d'efficacité, adversaire de toute emphase et de l'esbrouffe à quoi portait l'air du temps. Je l'ai toujours connu sûr de lui, clairvoyant, attentif au choix du moment, préférant convaincre à ordonner.

Je n'ai jamais oublié une conversation que nous eûmes au Thabor, le jardin public de Rennes, quelques jours avant le débarquement. Il sortit

5. Le 1^{er} juillet 1944, le réseau de Saint-Brieuc fut lui aussi décapité et dix-sept de ses membres, dont son chef, l'abbé Fleury, exécutés. Le Vigan enverra trois membres du groupe rennais, François Delhomme, Éric Hamel et Antoinette de P. ulpiquet, le reformer.

de sa poche une carte Michelin et posa son index entre l'embouchure de la Seine et le Cotentin.

« Le débarquement aura lieu là, me dit-il. N'allez pas croire que je vous livre un secret militaire, mais ça s'impose. Les plages sont accessibles. Ce ne sont pas les galets de Dieppe ⁶. Logiquement, les Alliés vont couper le Cotentin et prendre Cherbourg pour disposer d'un port, puis ils feront la même manœuvre sur la Bretagne avant de marcher sur Paris. »

Il n'eut pas de mal à me convaincre. Cette stratégie me paraissait et me paraît toujours aller tellement de soi, que je ne comprends pas encore aujourd'hui comment Hitler a pu se laisser surprendre.

« Rennes, ajouta Le Vigan, est un objectif majeur. Dix routes nationales s'y rencontrent. Paris mis à part, il n'y a qu'à Reims qu'on en trouve autant... Ça promet ! »

« Nous serons libérés avant Paris, poursuivit-il, et comme grande imprimerie de presse (*l'Ouest-Éclair*), nous publierons *Défense de la France* ⁷, le premier journal de la France libérée. C'est aussi pour ça que je suis à Rennes. Vous avez bien un contact à *l'Ouest-Éclair* ? »

J'en avais un en effet : la mère de Bob travaillait dans la place.

Le plus singulier fut que ce scénario se déroula comme prévu. Après le débarquement, les maquis s'étoffèrent rapidement et se placèrent plus ou moins formellement sous la houlette du MLN, notamment dans le Nord de l'Ille-et-Vilaine, sous l'autorité d'Adam (le commandant Jutault). La veille de la Libération de Rennes, la plus grande ville française qu'aient jusqu'alors atteinte les Alliés, l'intendant de police et le préfet régional de Vichy étaient sous les verrous ; le Dr Patay, maire récemment nommé, avait remis sa démission, d'ailleurs dignement, à la Résistance. Les prises de pouvoir des nouvelles autorités se dérouleront conformément au programme soigneusement établi par Le Vigan.

Celui-ci avait des rencontres secrètes avec les titulaires des plus hauts postes nommés par de Gaulle : Le Gorgeu (dit Le Guillou), sénateur-maire de Brest déchu par Vichy qui remplacera le préfet régional avec le nouveau titre plus flambant de Commissaire de la République ; Bernard Cornut-Gentile (futur ministre) qui sera préfet d'Ille-et-Vilaine ; Kérambrun, magistrat limogé dès novembre 1940 pour refus de serment à Pétain, qui présidera la Cour d'Appel (en même temps que le Comité de Libération) ; Yves Milon, professeur à la Faculté des Sciences, dont un fils

6. Lors du raid expérimental sur Dieppe, le 19 août 1942, les galets se révélèrent redoutables pour les blindés alliés.

7. Le premier numéro de *Défense de la France*, journal clandestin, porte la date du 15 août 1941.

avait disparu en gagnant l'Angleterre en 1940, qui sera le nouveau maire.

Le 1^{er} août, Le Vigan nous envoya, Bob et moi, à Saint-Aubin-du-Cormier, à une trentaine de kilomètres au Nord-Est de Rennes, « voir ce qui se passait ». Il avait appris que la Milice venait d'y faire des ravages. Il voulait en avoir le cœur net, d'autant plus que nous attendions là, comme le Messie, depuis des semaines... un parachutage d'armes !

On mesure notre ignorance du déroulement de la bataille toute proche. Certes nous savions que les Alliés, après avoir accumulé depuis le débarquement du 6 juin un formidable arsenal entre Cherbourg et les abords de Caen, avaient pris l'offensive le 25 juillet dans la direction prévue par Le Vigan, vers le Sud du Cotentin. Mais le dernier bulletin de la BBC annonçait la prise de Bréhal, au Nord de Grandville. En un peu moins de deux mois, ils avaient parcouru, au prix de combats acharnés, une cinquantaine de kilomètres ; il leur en restait le double à conquérir pour libérer Rennes.

Partant gaiement de bon matin en vélo pour notre partie de campagne, je proposai à Bob de faire une sorte de reconnaissance droit au Nord, sur la route d'Avranches. Le soleil brillait dans un ciel limpide, étrangement silencieux. À peine sortis de la ville, nous avons compris que quelque chose se passait. Nous croisions des soldats allemands débandés, à pied, en camion, à bicyclette, épuisés ; des éclopés, pitoyables, se soutenant les uns les autres ; tout ce monde en déroute se hâtant de son mieux les uns vers le Sud, les autres s'engouffrant vers l'Est par des chemins de traverse. Les deux civils que nous étions pédalant à contre-courant avaient quelque chose de surréaliste. À destination, nous apprîmes que notre expédition n'avait plus d'objet. D'après la radio, les Américains seraient sûrement à Rennes avant nous. Nous rentrâmes donc par la route la plus directe, celle de l'Est.

Des colonnes de fumée s'élevaient au-dessus de Rennes. Les Allemands brûlaient leurs vaisseaux. Des obus tombaient un à un sur la ville avec une régularité de métronome. Les Américains avaient atteint les faubourgs nord et tiraient, selon les connaisseurs, « des fusants pour empêcher les Allemands de se regrouper ». Follement excité, je retrouvai Herbart, qui affichait une souveraine impassibilité. « Les Américains, me dit-il, n'entreront pas tout de suite. Ils sont allés trop vite. Le pétrole ne suit pas. »

Il m'avait suffisamment épâté pour que je ne lui demande pas ce qui lui permettait de parler avec une telle autorité. En tout cas, il voyait juste.

La veille, 31 août, l'armée Patton avait franchi à Pontaubault, au sud d'Avranches (ce sera « la percée d'Avranches ») la Sélune, cours d'eau qui marque la base du Cotentin, et sept divisions, mille cinq cents véhicules,

vont s'engouffrer à la queue-leu-leu sur un minuscule pont intact. Les blindés américains se déploieront en éventail vers Brest et Le Mans, mais, après un bond d'une centaine de kilomètres, marqueront le pas devant Rennes.

Le Vigan enverra émissaires sur émissaires aux avant-postes, assurant les GI qu'ils pouvaient entrer l'arme à la bretelle. « Thank you. OK. Mais les ordres sont d'attendre. »

Cette prudence était explicable. La Wehrmacht s'accrochait à la Normandie. Jusqu'au 8 août elle menacera de couper le cordon ombilical d'Avranches, et ne renoncera aux bocages normands que le 18 août. La priorité était alors de s'assurer des ports bretons et de prendre le gros de l'armée allemande à revers, non de s'emparer de Rennes.

Dans la ville, à moitié vidée de ses habitants et où quatre années de bombardements aériens avaient accumulé les ruines, les Allemands paraissaient désœuvrés et indifférents. Cependant le 2 août ils évacuèrent la prison, après avoir emmené sous bonne escorte un dernier train de prisonniers politiques. Dans la nuit du 3 au 4, la Wehrmacht revint en force et fit sauter la plupart des ponts, provoquant de nouvelles ruines, mais laissant intacte la grande plateforme qui recouvre la Vilaine au centre de la ville.

Quelques heures plus tôt, dans l'après-midi de ce jeudi 3 août, Le Vigan m'avait dit : « Les Américains seront ici demain. Il n'y a plus de temps à perdre. » Une fois de plus, je le croyais informé, mais dans son livre *La Ligne de force*, il reconnaît qu'il ne l'était nullement. Simplement « il n'y tenait plus ». Les divers objectifs ayant été répartis, il me demanda de l'accompagner à la Préfecture. Un autre camarade, Francis, était aussi de la partie. Pierre Herbart a lui-même raconté cet épisode de « la prise de la Préfecture » dans une page délicieuse de ce même livre, avec la plume d'un Alphonse Daudet trempée dans le vitriol.

Deux ou trois GMR⁸ gardaient la grille, mais ils nous étaient tout acquis, ravis même de changer de patron, un peu inquiets seulement que les Allemands n'eussent pas encore évacué l'immeuble en face où, sans doute, ils bouclaient leur paquetage.

Pour cause de bombardement, le préfet régional Robert-Martin était dans sa cave, éclairée à la bougie⁹ avec deux ou trois de ses collaborateurs. Le Vigan le convoqua dans son propre bureau. Le super-préfet était pâle, ses mains tremblaient un peu en tripotant une boîte d'allumet-

8. *Groupe Mobile de Réserve*, les CRS de l'époque.

9. L'électricité continua d'être fournie presque partout, avec seulement des coupures techniques pour limiter la consommation.

tes. Le Vigan se présenta courtoisement et son interlocuteur parut rassuré par notre bonne mine.

« Je suis désolé que vous ne soyez pas venu me rendre visite plus tôt », dit-il, mettant en joie Le Vigan qui enchaîna : « Je viens m'assurer de votre personne. Votre mission est terminée. M. Le Gorgeu, Commissaire de la République, va venir s'installer ici. » « Je les connais bien, lui et son fils, dit encore le super-préfet, jouant l'innocent du village. Pourrions-nous nous rencontrer ? ». Le Vigan interrompit les mondanités : « Vous êtes en état d'arrestation. Pour votre sécurité, le mieux est que vous retourniez à la cave jusqu'à nouvel ordre. »

Le super-préfet de Vichy sera sévèrement condamné puis, je pense, amnistié. Il n'eut en tout cas pas à se plaindre de mauvais traitements lors de son arrestation.

Inspectant le bureau préfectoral, Le Vigan découvrit le dossier de recherche le concernant. Il m'envoya ensuite arrêter l'Intendant de police, lui aussi réfugié dans sa cave, puis à la mairie, où tout se passait quasi protocolairement, et à la prison, où je pus faire libérer trois prisonniers politiques apparemment oubliés. Les rares Allemands ne s'intéressaient à rien. J'en ai même croisé dans les couloirs de la mairie qui s'effacèrent poliment pour me laisser passer. Le soir, Le Vigan me dit de rester à la préfecture avec quelques autres, et s'éclipsa.

Le lendemain matin, 4 août, alors qu'un silence insolite est tombé sur la ville, morte, où toute trace allemande a disparu, une voiture noire débouche en trombe dans la rue déserte. Sur l'aile avant droite, un garçon en uniforme de fantaisie brandit un drapeau tricolore. Petite scène improvisée à des milliers d'exemplaires dans toute la France. « Voilà comment se crée le style révolutionnaire », commentera Le Vigan¹⁰ qui, dans le claquement des portières, surgit, accompagné d'un petit homme à l'orgnon, Le Gorgeu.

Avant de franchir le seuil du bureau préfectoral, celui-ci s'arrête et sort un papier de sa chaussure. C'est son décret de nomination comme Commissaire de la République, signé du général de Gaulle. Après les présentations, il nous en donne la lecture, terminée par ces mots : « Le présent décret ne sera pas publié au *Journal Officiel*. » Petit discours républicain. Émotion.

Au milieu de ces effusions apparaît le premier uniforme qui, lui, nous arrive de Londres. C'est le colonel de Chevigné, gouverneur militaire. Je me rends compte que le spectacle est maintenant ailleurs.

J'arrive dans la rue voisine au moment où débouchent, venant du Nord,

10. V. *La Ligne de force*, p. 176.

les Américains. Ils avancent dans un silence que troublent à peine leurs semelles de caoutchouc, le fusil-mitrailleur sous le coude, encadrant la chaussée vide, en file indienne sur chaque trottoir, l'œil aux aguets, le regard voletant de fenêtre en fenêtre. Alors des visages paraissent, des cris fusent, toute la ville se précipite vers la place de la Mairie où le nouveau maire déploie au balcon le drapeau bleu, blanc, rouge tandis que s'élève une *Marseillaise* approximative mais enthousiaste.

Alors, je m'aperçois que je n'ai pas sorti de ma poche mon brassard de la résistance officielle, numéroté, frappé de la Croix de Lorraine, que j'étais si fier de posséder. Je me demande si la fête commence ou si elle est finie.

*

On s'est beaucoup gaussé de la Résistance après l'avoir portée au pinacle et je me garderai de tenter une évaluation. Je remarque simplement que le général Eisenhower, commandant suprême allié, qui sait de quoi il parle, a estimé que la Résistance française lui avait rendu les services de quinze divisions. Dans ses célèbres *Mémoires d'un agent secret de la France Libre*, Rémy raconte que, traversant Antrain, le premier village breton au sud d'Avranches, dans la foulée de l'armée Patton, on lui montra 480 soldats allemands faits prisonniers par les maquisards avant l'arrivée des Américains. Dira-t-on que l'efficacité des maquis (dont l'armement était, sauf exception, dérisoire), fut d'ordre plus psychologique que proprement militaire ? C'est vraisemblable, mais qu'importe ? Ne vaut-il pas mieux vaincre par la peur que par le feu ?

Le même phénomène se répétant dans toute la France, l'énorme mécanique alliée, une fois le verrou d'Avranches forcé et l'armée allemande de Normandie piégée, fonça jusqu'à la ligne Siegfried, plus ralentie par l'intendance que par l'action adverse, sans s'occuper du fastidieux nettoyage des arrières et des flancs, besogne dont se chargeait spontanément, trop hâtivement parfois, voire préalablement, la Résistance. Celle-ci n'eut jamais la puissance de quinze divisions, mais elle en eut l'effet. Ce qui favorisa l'audace de Patton et l'appréciation flatteuse d'Eisenhower.

Pendant ses trois mois à la tête du MLN breton, je connus toujours Le Vigan méticuleusement civil, comme se devait d'être par nature toute la Résistance, transmettant ses décisions, je n'ose dire ses ordres, avec une exquise courtoisie : « Pourriez-vous aller là, cher ami ?... Faire ceci ? », et les accompagnant de patientes explications.

L'insistance avec laquelle Le Gorgeu, dans son discours préfectoral, rendit hommage à son rôle « militaire » l'amusa beaucoup. Il n'était pas dupe. C'était une façon d'évincer un gêneur politique. J'imagine ce qu'eût été sa furieuse gaieté en lisant, dans la présentation de la réédition

posthume de son *Rôdeur*¹¹, qu'il avait reçu le général de Gaulle à Rennes « sous le nom de général Le Vigan » ! Une confusion, sans doute, due à son titre de délégué « général » du MLN ! J'entends encore sa colère, quelques jours après la Libération : « Vous n'imaginez pas ce qu'"ils" ont le culot de me proposer ?... Une médaille ! »

Herbart eut dès lors deux préoccupations : d'abord, éviter (ou modérer) les règlements de compte ; il se fit, à cette fin, élire vice-président du Comité de Libération, instance *ad hoc* que présidait Kérambrun ; ensuite, faire paraître « au grand jour », le journal *Défense de la France*. Depuis 1941, *DF* avait publié clandestinement 47 numéros et diffusé jusqu'à 450 000 exemplaires en janvier 1944 — un record.

Ce fut moins simple que ne l'escomptait Herbart. *DF* disposait d'une imprimerie, celle de feu *Ouest-Éclair*, interdit pour crime de parution pendant l'Occupation, et d'une petite équipe : Herbart lui-même et deux journalistes de Clermont-Ferrand en délicatesse avec la Gestapo auvergnate, Maurice Felut et Henri Rochon, arrivés à Rennes quelques semaines plus tôt. Herbart me proposa de me joindre à eux. J'acceptai, ravi¹².

Cependant, la publication à Rennes d'un journal à vocation nationale, sous la direction d'un mal-pensant, anti-stalinien sûrement mais peut-être trotskiste, ce qui risquait d'être pire, n'était pas au programme des nouvelles autorités qui contrôlaient les stocks de papier et dispensaient les autorisations de paraître. Ce qui les intéressait, c'était la publication d'un journal régional dans la ligne démocrate-chrétienne de l'ancien *Ouest-Éclair*. Ce sera *Ouest-France*.

Herbart eut une sévère prise de bec avec le colonel de Chevigné (futur député MRP). Il rompit en lançant : « Si nous n'avons pas d'autorisation de paraître, nous nous en passerons. Vous savez, colonel, depuis quatre ans, nous avons l'habitude. »

Finalement, *Ouest-France* et *Défense de la France* parurent simultanément le 8 août, le premier le matin, le second l'après-midi (ce que les fondateurs de *DF* avaient toujours envisagé), en date du lendemain dans la tradition de la presse du soir parisienne.

Le premier numéro parut sur quatre pages demi-format, les autres, sauf celui qui annonçait l'insurrection parisienne, sur deux pages seulement (soit une demi-feuille). Pour 1,50 f. (1 1/2 de nos centimes), il était bourré d'informations, et ses rédacteurs n'eurent pas à rougir en le relisant quelques décennies plus tard.

La manchette annonçait « la débacle des armées allemandes sur le

11. Gallimard, coll. « L'Imaginaire », 1984.

12. Étudiant, je me destinais à l'enseignement.

front de France ». Herbart concluait l'éditorial, signé *DF*, par ces mots : « La Résistance ne faiblira pas. Elle veut refaire la France libre et heureuse, sans haine mais sans faiblesse. Ceux qui ont la conscience nette n'ont pas à trembler devant elle. Ce qu'elle apporte, c'est la justice et non pas la vengeance. »

Trente-trois numéros parurent à Rennes, jusqu'à ce que les communications fussent définitivement rétablies avec Paris, le 14 septembre. Depuis le 22 août, en pleine insurrection, les fondateurs du mouvement de Résistance *Défense de la France*, Philippe Viannay, Jean-Daniel Jurgensen et Robert Salmon, publiaient l'édition parisienne. Celle de Rennes n'avait plus de raison d'être.

Herbart regagna Paris libéré fin août. Il m'avait donné rendez-vous, dès que je serai disponible, « au journal », 100 rue Réaumur, ancienne adresse de *L'Intransigeant*, où avait été imprimé pendant les quatre ans d'occupation la *Pariser Zeitung*, quotidien de la Wehrmacht. Plusieurs journaux « issus de la Résistance », selon la formule en usage, se partageaient maintenant l'immeuble.

Je trouvai Herbart amer et désabusé. Il n'avait pas trouvé sa place dans un quotidien aussi minuscule que celui de Rennes et qui regorgeait déjà de rédacteurs en chef et d'éditorialistes (mais un débutant comme moi pourrait y faire son trou). En outre et surtout, l'équipe en place nourrissait le projet d'un journal dit de « grande information », ambition encore raisonnable avant l'apparition des transistors et de la télévision mais qui ne relevait guère du style de Herbart. Contact avait déjà été pris avec Pierre Lazareff. Celui-ci avait, avant la guerre, fait la fortune de *Paris-Soir*, et devait bientôt rentrer des États-Unis. Une de ses premières décisions fut de remplacer le titre *Défense de la France* par *France-Soir*. La fondation du journal « dans la clandestinité » et les initiales *DF* furent rappelées en manchette pendant quelques années, de plus en plus discrètement, et finirent par disparaître complètement.

« Bonne chance, me dit Herbart après m'avoir introduit dans la place. Moi, je passe à l'étage au dessus ¹³. »

C'est là que Camus publiait *Combat*.

13. Toutes relations ne furent pas rompues entre Herbart et *France-Soir*. Au début des années 50, avant l'insurrection algérienne, *France-Soir* publia un reportage d'Herbart laissant prévoir de sérieuses difficultés dans les départements algériens, auxquels personne à l'époque ne s'intéressait.